

L'Office du Niger affiche ses nouvelles ambitions

(Le Républicain 26/08/2004)

Produire plus de la moitié des besoins alimentaires du Mali nécessite la mise en oeuvre de grands moyens. L'Office du Niger entend relever le défi.

Pour la première fois l'Office ambitionne de produire 66 % des besoins alimentaire en riz du Mali. La production projetée est de 496.620 tonnes paddy pour la campagne 2004-2005. Un objectif ambitieux. Pour l'atteindre il faut cultiver une superficie totale de 79.111 ha. Un record au w de l'évolution de la riziculture dans la zone du delta, mais une bagatelle compte tenu des immenses potentialités qu'offre l'Office du Niger. «L'office est très éloigné des objectifs ambitieux fixés par ses promoteurs» avait écrit l'éminent professeur Jean Gallais.

Créé en 1932 par le colonisateur français l'Office devait atteindre en 50 ans 960.000 ha cultivés : fournir le coton à l'industrie française et servir du grenier à riz pour l'Afrique occidentale française. Ce qui a nécessité la mise en place d'importantes infrastructures dont le barrage de Markala achevé en 1947.

Aujourd'hui, plus d'un demi siècle après seulement 8 % des immenses potentialités ont été exploités. «Si l'on est frappé par la disproportion entre les objectifs fixés en 1925 et les réalisations constatées un demi-siècle après, la sous utilisation actuelle des infrastructures est pour le moins garante d'un avenir plein de promesses pour une entreprise qui reste la plus grande réserve des terres irrigables par simple gravité (1 million d'ha) de toute la zone sahélienne d'Afrique de l'ouest».

L'éminent professeur ne se trompait point. L'espoir est permis. La plus ancienne et la plus puissante des opérations d'agriculture irriguée et mécanisée à partir d'un fleuve en Afrique occidentale ne sera pas une oeuvre inutile. Le géant est entrain de se réveiller.

Propriété de l'Etat malien depuis 1961 l'office du Niger est une entreprise agro industrielle de première importance dans la politique nationale de sécurité alimentaire. L'avantage comparatif qu'il donne au Mali dans la sous-région constitue un atout majeur.

Cependant les saisons se suivent et ne se ressemblent pas. La campagne agricole 2003/2004 bien qu'ayant démarré dans des conditions d'irrigation et socio-économiques normales n'a pas comblé tous les espoirs. Des facteurs négatifs (forte pluviométrie, défaillance dans l'approvisionnement en engrais, apparition des chenilles) ont influé sur la production. Notobstant, l'office a enregistré 394.448 tonnes de paddy, nettement supérieure à celle de la campagne précédente. Si lors de la dernière campagne le rendement est tombé à 5,7 tonnes à l'hectare à cause de plusieurs facteurs, l'office compte redresser la barre en 20042005. Le rendement prévu est de 6,5 t/ha. Une moyenne qui est désormais une réalité dans le delta depuis l'introduction du repiquage. Dans les années 60 le rendement moyen était de 1,5 t/ha. Cette campagne qui est la dernière du troisième contrat-plan démarre dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur du PNIR (Programme National d'Infrastructures Rurales). Pour

le PDG de l'office du Niger, Issoufou Kéïta, il s'agit de renforcer les capacités des exploitants, augmenter les revenus des populations, renforcer la position du Mali vis à vis du marché de l'UEMOA.

Les missions principales assignées à l'office du Niger vont se poursuivre avec plus de responsabilité et d'efficacité autour des axes prioritaires d'intervention : la gestion de l'eau et la maintenance des aménagements, le conseil rural, le suivi évaluation, la maîtrise d'ouvrage délégué et la gestion des terres.

«Les exploitants maîtrisent les itinéraires techniques de production du riz, cependant il reste à améliorer la gestion de cette production de manière à aller vers une professionnalisation des agriculteurs», explique Issoufou Kéïta. Le mal est connu : après avoir appris aux paysans à cultiver le riz, l'Office doit maintenant les apprendre à gérer. Cette ambition est matérialisée par deux programmes pilotes au niveau de l'office. Il s'agit du programme d'installation et de fixation des jeunes ruraux (voir encadré) et du programme agrobusiness. L'office ne manque pas de terre mais de terre aménagée. Le coût d'aménagement d'un ha (environ 3 millions de F Cfa) est si élevé qu'une seule récolte dans l'année ne le rentabilise pas. Un facteur prohibitif pour certains investisseurs privés. A travers le programme agrobusiness, l'USAID a mis en place un fonds pour l'irrigation privée qui s'élève aujourd'hui à 300 millions de F Cfa.

Pour y avoir droit les candidats doivent constituer des dossiers et les plus consistants sont financés après analyse de l'office et de l'USAID. Mais actuellement, la machine risque d'être grippée. Les premiers bénéficiaires n'ont pas payé convenablement et cela risque de compromettre la continuité du financement.

Fousséni Traoré

© Copyright Le Républicain